

LE POINT DE VUE D'OLIVIER CATTANEO

Comment le G20 doit préparer la gouvernance mondiale du XXI^e siècle

Nicolas Sarkozy l'avait annoncé à Davos : « *Le G20 préfigure la gouvernance planétaire du XXI^e siècle.* » Au-delà des accolades de septembre dernier à Pittsburgh, le G20, consacré alors comme forum principal de la coopération économique internationale, a-t-il vraiment réussi ? Il est trop tôt pour crier victoire. Si le président a de grandes ambitions pour le G20 de Cannes de 2011, appelant un nouveau Bretton Woods de ses vœux, encore faudra-t-il être prêt. Alors que ce sommet se tiendra juste un an avant les élections présidentielles, le bilan de Nicolas Sarkozy sur la réforme de la gouvernance économique mondiale sera inmanquablement comparé à celui de Dominique Strauss-Kahn à la tête du Fonds monétaire international (FMI). Aux enjeux mondiaux s'ajouteront des enjeux nationaux, avec une double obligation de résultats.

En 2011, le bilan de Nicolas Sarkozy sur la réforme financière internationale risque d'être comparé à celui de Dominique Strauss-Kahn à la tête du FMI.

Cannes ne pourra être un succès qu'à trois conditions : le président et ses homologues devront transformer l'essai de la reprise, apprendre à « *penser multilatéral* », et donner au G20 les moyens de son ambition.

Les signes de reprise ne doivent pas tromper notre vigilance. Selon l'économiste Douglas Irwin, les pays du G20 ont pu endiguer la crise grâce à certaines mesures qui n'étaient pas disponibles dans les années 1930 alors que l'orthodoxie budgétaire et l'étalon-or prévalaient. En laissant filer les déficits publics, la dette et les taux de change, les pays du G20 ont évité le recours massif au protectionnisme qui avait plongé le monde dans la Grande Dépression. Dans quelle mesure ont-ils, toutefois, épuisé ces marges de manœuvre qui différencient 2009 de 1929 ? Quelles réserves seraient aujourd'hui disponibles si le scénario d'une crise en W s'imposait ? En renflouant la Grèce pour sauver l'euro, et sous certaines conditions d'orthodoxie budgétaire, ne recréons-nous pas en Europe les conditions qui prévalaient en 1929 ?

Pour les plus pessimistes, les pays du G20 ont épuisé toutes les marges de manœuvre,

et un rebond de la crise pourrait être fatal à l'économie mondiale. Rebond inévitable pour certains, faute de remèdes aux causes profondes de la crise, notamment dans la finance : pour citer le mathématicien Benoît Mandelbrot, nous aurions « *caché l'explosif sous le tapis* ». La « victoire » du G20 aurait également été acquise au prix d'un surendettement public excessif – élément déclencheur de la Grande Dépression, selon l'économiste Irving Fisher. Pour les plus optimistes, au contraire, la reprise va redonner du mou à l'élastique de la politique économique et restaurer nos marges de manœuvre.

Dans l'un ou l'autre scénario, les tensions sur la coopération économique internationale vont demeurer, voire s'accroître, alors que la reprise est faible en emplois dans certains pays, et que le chômage continue d'augmenter dans d'autres. En

France, la première vague de chômeurs issus de la crise arrive en fin de droits. Alors que les déficits et la dette sont accrus, la tentation de recourir à la préférence nationale pour éviter toute « fuite » dans les stimuli économiques va s'accroître. Avec la reprise du commerce, les déséquilibres économiques globaux vont s'amplifier et contribuer au stress du système économique mondial.

Une des principales leçons de la crise a été l'importance des règles multilatérales pour contenir les dérives protectionnistes : les pays du G20 ont largement joué dans le respect des règles, privilégiant des sauvegardes légales, comme les mesures antidumping. Le protectionnisme est principalement apparu dans les zones grises du système multilatéral. En d'autres termes, la « victoire » du G20 a été permise par la vision et la détermination des pères fondateurs de Bretton Woods. Mais il s'agissait de remèdes aux problèmes du XX^e siècle ; il revient aux dirigeants actuels de restaurer l'esprit de Bretton Woods et de répondre aux besoins du XXI^e siècle. Ceci semble loin d'être acquis, toutefois, ainsi qu'en témoignent les progrès mitigés

des négociations sur le changement climatique (Copenhague) ou le commerce international (cycle de Doha). De même, dans le dédale moderne de la finance, le roi est nu. Il est urgent que nos dirigeants apprennent à « *penser multilatéral* ».

Le G20 pourrait-il être l'instigateur de cette « *révolution des mentalités* » annoncée par le président ? L'ambition du mandat semble contraster avec ses faibles moyens. Certains ont suggéré de le doter d'un secrétariat, mais l'inflation bureaucratique se traduit rarement par une efficacité accrue. Aussi, le FMI et la Banque mondiale, parmi d'autres, ont déjà les ressources et le mandat pour fournir tous les éléments nécessaires à la concertation. Le G20 doit rester un organe politique : par exemple, après dix ans de négociations à l'OMC, il reste peu d'arguments que les experts du commerce international n'aient évoqués. La conclusion du cycle de Doha, comme toute décision de gouvernance globale, sera dictée par des considérations politiques plus que techniques. Le G20 pourrait donc réussir là où d'autres organisations internationales ont échoué.

Pour assister le G20, une commission de haut niveau, constituée d'anciens dirigeants politiques, pourrait être mise en place. Son rôle consisterait de servir de lien organique entre les sherpas, à travailler au consensus politique, et à faire des recommandations de langage précises pour les déclarations du Groupe. Pour préparer le sommet de Cannes, le président devrait également s'associer une mission de réflexion dont l'objectif serait de transformer sa vision en actions et résultats tangibles pour le citoyen.

Le niveau d'ambition du Canada et de la Corée du Sud, qui vont héberger le G20 en 2010, puis de la France en 2011, sera déterminant pour le futur de la gouvernance mondiale. La crise a amplifié les déséquilibres globaux, et par là même le besoin de solutions globales. L'accroissement de la dette est un fardeau pour la prochaine génération. Le moins que nous puissions faire est de transmettre à cette génération les armes qui lui permettront de lutter efficacement contre les crises du XXI^e siècle. Telle devrait être notre ambition et celle du G20.

Olivier Cattaneo est chercheur associé au Groupe d'économie mondiale de Sciences po.